



## Conseil économique et social

Distr. générale  
25 septembre 2009  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Réunion régionale sur l'application des objectifs de développement durable

##### Quatrième réunion

Genève, 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2009

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

##### Cadre décennal de programmation sur les modes de consommation et de production durables

### L'éducation en vue du développement durable et les modes de consommation, de production et de transport durables: bonne pratiques<sup>1</sup>

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

Le présent document a été établi par le secrétariat à partir de certaines pratiques indiquées par les États Membres et d'autres parties prenantes pour la collecte de bonnes pratiques au titre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable. Il est rédigé à la demande du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable (ECE/CEP/AC.13/2009/2, par. 30), en vue de stimuler le débat sur l'utilisation efficace de cette éducation pour assurer des modes de consommation, de production et de transport viables. L'analyse de ces bonnes pratiques est présentée dans le document publié sous la cote ECE/AC.25/2009/4.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été soumis à la date susmentionnée compte tenu du temps nécessaire aux consultations sur les informations relatives aux bonnes pratiques.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Utilisation rationnelle et conservation des ressources en eau dans l'enseignement secondaire (Arménie).....	1–14	3
II. Conversion des écoles à l'écologie – Éducation en vue du développement durable (Autriche).....	15–37	5
III. animateur préposé à l'écologie (Canada).....	38–54	8
IV. Projet de jardinage de l'école Mel Johnson (Canada).....	55–72	11
V. Relever le défi de la réduction d'une tonne de CO <sub>2</sub> (Croatie).....	73–85	14
VI. Campagne danoise sur le climat: diminution d'une tonne des missions de CO <sub>2</sub> .....	86–105	16
VII. Boussole: plan des déplacements du personnel d'une entreprise (France) .....	106–117	19
VIII. Campagne contre le CO <sub>2</sub> : calculer et faire connaître les incidences des déplacements individuels en milieu urbain (France).....	118–133	21
IX. Portail Web sur l'éducation du consommateur (Allemagne) .....	134–145	23
X. Le réseau de la soie (Grèce).....	146–159	25
XI. Cours d'été sur l'environnement et le développement durable (Grèce).....	160–175	28
XII. Programme d'éducation par les pairs «Les jeunes pour le développement durable» (Irlande).....	176–193	31
XIII. Le nouveau programme national italien sur l'éducation, l'information et la formation concernant l'environnement (Italie) .....	194–211	34
XIV. Le projet Cargohopper (Pays-Bas).....	212–226	36

## **I. Utilisation rationnelle et conservation des ressources en eau dans l'enseignement secondaire (Arménie)**

### **A. Principaux objectifs**

1. Le projet vise à inculquer aux collégiens la connaissance des questions liées à l'utilisation et à la conservation des ressources en eau, à former leurs aptitudes, leurs compétences et leurs valeurs, et à promouvoir la continuité.

### **B. Méthodes/approches**

2. On a fait appel à des spécialistes et à du matériel technique et pédagogique. Des spécialistes de l'éducation et de la protection de la nature, des scientifiques du Musée d'État de la nature de l'Arménie, des experts de l'enseignement des sciences, des spécialistes des méthodes pédagogiques, des enseignants et des élèves ont participé au projet. On a fait appel aussi à des expositions présentées par les spécialistes du Muséum; celles-ci ont servi pour l'établissement du manuel et dans les séances de formation.

3. Un cours pour les étudiants faisant intervenir des méthodes actives d'apprentissage a été élaboré dans le cadre de l'éducation informelle. Des techniques d'éducation sociale comme la coopération, la consultation et la communication ont renforcé la réflexion critique et le caractère démocratique du processus. Les participants ont emporté des plans d'études, des questionnaires, des exemplaires de programmes de cours, ainsi que des mesures possibles et des recommandations à appliquer dans leur établissement d'enseignement. Les propositions faites par les enseignants ont été étoffées et incorporées dans le manuel.

### **C. Évaluation**

4. Le Ministère de l'éducation, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et les participants au projet ont jugé le projet très favorablement.

### **D. Résultats**

5. Parmi les principaux résultats figurent l'apprentissage de l'utilisation rationnelle et de la conservation des ressources en eau en Arménie et le renforcement des capacités par des stages de formation, le site Web du stage et d'autres méthodes contribuant à modifier les comportements.

6. Le projet a débouché sur deux publications (Moyens d'éducation en vue du développement durable et Manuel sur les problèmes fondamentaux de l'utilisation rationnelle et de la conservation des ressources en eau de la République d'Arménie) et sur la construction d'un site Web.

### **E. Points forts**

7. L'évaluation finale a montré que les participants avaient apprécié la compétence des conférenciers, la diversité des méthodes pédagogiques et le choix des matières enseignées.

## **F. Points faibles et risques**

8. La formation n'était pas assez longue et les cours étaient discontinus.

## **G. Problèmes rencontrés**

9. Il y avait un bon nombre de candidats mais tous n'ont pas suivi le stage jusqu'au bout car le projet ne finançait pas les dépenses des participants d'autres régions. Par ailleurs, de nombreux thèmes étaient inscrits au programme et l'on n'a pas eu le temps de les traiter tous.

## **H. Avantages**

10. Stage de formation spécialisée; différentes catégories professionnelles ont participé à l'enseignement; introduction de nouvelles méthodes dans le programme d'éducation en vue du développement.

## **I. Partenaires/parties prenantes**

11. Ministère de l'éducation et des sciences, Département de l'éducation du conseil municipal d'Erevan, Institut national de l'éducation et établissements d'enseignement (60 écoles secondaires, 7 collèges, 4 universités).

## **J. Public cible**

12. Professeurs, écoliers, étudiants et chercheurs du Muséum d'État de la nature. Le nombre total des participants s'élevait à 160.

## **K. Calendrier et financement**

13. Le projet a été exécuté en cinq mois en 2007 avec un budget de 15 000 dollars des États-Unis. Il était financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); le Muséum d'État de la nature de l'Arménie a fourni les installations et services de conférence.

## **L. Personne à contacter**

14. M<sup>me</sup> Gayane Surenovna Poghosyan, Comité d'État des sciences du Ministère de l'éducation et des sciences<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Courriel: [gayane\\_surenovna@yahoo.com](mailto:gayane_surenovna@yahoo.com)

## II. Conversion des écoles à l'écologie – Éducation en vue du développement durable (Autriche)

### A. Principaux objectifs

15. ÖKOLOG<sup>3</sup> est le premier et le principal programme autrichien à l'intention des écoles à la charnière de l'enseignement de l'écologie et du développement scolaire. Il est fondé sur l'approche de l'Environment and School Initiative (ENSI)<sup>4</sup> de l'éducation concernant l'environnement et de l'éducation en vue du développement durable et il tient compte des défis et des chances de l'autonomie scolaire et de l'élaboration des programmes scolaires.

16. Les écoles déterminent la situation écologique, technique et sociale de leur environnement et elles fixent en conséquence les objectifs, les buts et/ou les activités concrètes et les critères de qualité à mettre en œuvre et à mesurer.

17. Les élèves et le personnel des écoles sont encouragés à participer et à coopérer avec les autorités, les entreprises et d'autres parties intéressées.

### B. Méthodes/approches

18. Les établissements scolaires demandent à faire partie du réseau ÖKOLOG. La demande doit être signée par le coordonnateur de l'équipe scolaire et le directeur de l'école, à la suite d'une décision interne. Les écoles membres du réseau s'engagent à soumettre un rapport annuel portant sur au moins une activité, selon un modèle uniformisé, en donnant une information sur l'action menée et sur les résultats obtenus. Il est recommandé aux écoles intéressées de suivre les 10 étapes suivantes:

- a) Conclure un accord entre tous les partenaires;
- b) Constituer une équipe scolaire et choisir un coordonnateur;
- c) Évaluer les résultats de l'école quant aux critères principaux de viabilité écologique;
- d) Définir un ordre de priorité;
- e) Fixer des buts et des objectifs;
- f) Élaborer un plan d'action et définir des projets;
- g) Exécuter le plan et documenter les étapes de son exécution;
- h) Assurer le suivi des réalisations et réfléchir aux processus mis en œuvre;
- i) Célébrer les succès et renforcer l'esprit d'équipe;
- j) Organiser la transposition des résultats et des données d'expérience dans les activités quotidiennes.

19. Ces dix étapes sont au cœur de l'innovation qui exige un consensus scolaire. La constitution et le maintien d'une équipe scolaire devraient être une étape intermédiaire vers la création d'une structure d'encadrement moyen dans les écoles afin de soutenir l'évolution, et les étapes ultérieures devraient faciliter l'élaboration d'un programme pour

---

<sup>3</sup> [www.oekolog.at](http://www.oekolog.at)

<sup>4</sup> [www.ensi.org](http://www.ensi.org)

l'école. Les écoles sont encouragées à travailler activement sur les «thèmes sérieux» (par exemple la consommation d'énergie), ainsi que sur les «thèmes légers» (climat scolaire).

20. Les rapports annuels des écoles du réseau ÖKOLOG rendent compte de toute une gamme d'activités allant de projets uniques d'éducation environnementale à des initiatives faisant intervenir tout l'établissement, y compris la formulation du programme de l'école et les efforts déployés pour obtenir le Prix national de l'environnement.

21. Les écoles déterminent l'état écologique, technique et social concret de leur environnement (première analyse), puis définissent des objectifs, des buts et/ou des mesures concrètes pour y apporter des changements. Cette activité concerne des domaines comme la protection des ressources (énergie, eau), la réduction des émissions (déchets, circulation automobile), les aménagements spatiaux (de la salle de classe à l'ensemble de l'établissement et de ses dépendances); la culture d'apprentissage (culture de communication, culture d'organisation), la promotion de la santé et la diffusion (par exemple vers la collectivité).

22. Ces activités doivent faire intervenir autant d'élèves que possible, ainsi que les pouvoirs publics, les entreprises et les autres parties intéressées. Les écoles donnent ainsi un bon exemple au public et à l'administration locale.

### **C. Évaluation**

23. Une série complète de critères d'évaluation a été mise au point pour la phase pilote. Les sources de données étaient constituées par deux rapports intérimaires et un rapport final, des visites dans toutes les écoles et des entretiens avec les professeurs, les directeurs, les coordonnateurs de l'école, les élèves et le personnel non enseignant. Sur 6 100 questionnaires envoyés à toutes les écoles autrichiennes, 2 300 ont été renvoyés et analysés. Une étude a été faite sur 370 écoles secondaires de Haute-Autriche (138 questionnaires) et une étude de cas sur 5 écoles. Une enquête sur 300 écoles de Salzbourg visait spécialement les possibilités de développement scolaire futur. Une série d'entretiens approfondis avec différents partenaires du réseau ÖKOLOG ont été conduits. Une approche genre dans les organes d'information a été élaborée. Une étude a été faite aussi sur 246 écolo-écoles (135 questionnaires), axée sur la motivation, les approches, les facteurs favorables ou défavorables, et l'on a formulé des recommandations fondées sur l'expérience des coordonnateurs des écoles.

### **D. Résultats**

24. Le réseau comprenait 300 écoles (regroupant quelque 70 000 élèves); on a pu atteindre beaucoup d'autres écoles par leur site Web, par des séminaires de formation des maîtres en cours d'emploi et par des bulletins d'information.

### **E. Points forts**

25. Les écoles du réseau sont très motivées, certaines d'entre elles participant au programme depuis plus de cinq ans. Vingt pour cent des écolo-écoles ont reçu le Prix national de l'environnement pour les écoles et établissements d'enseignement<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> [www.umweltweichen.at/schulen](http://www.umweltweichen.at/schulen)

## **F. Points faibles et risques**

26. Un des problèmes rencontrés consistait à prendre en charge beaucoup de nouvelles écoles sans abaisser la qualité du réseau. Les points faibles signalés à l'échelon des établissements sont le manque de temps, le financement, le soutien local, les conseils, le savoir-faire concernant le projet, la gestion du réseau et la création d'un esprit d'équipe. Les écoles devaient signer une sorte de contrat pour adhérer au réseau.

## **G. Problèmes rencontrés**

27. Changements d'orientation dans l'élaboration des programmes scolaires

## **H. Problèmes non réglés**

28. Les questions à traiter à l'avenir sont les suivantes:

- a) Assurer la continuité, y compris pour le financement;
- b) Trouver un soutien local pour des services consultatifs;
- c) Optimiser le travail en réseau (communication, services d'appui, innovation, mobilisation);
- d) Définir des liens structurels avec l'évaluation de la qualité et l'élaboration de normes d'enseignement.

## **I. Avantages**

29. ÖKOLOG fait partie du mouvement international des écolo-écoles et/ou des écoles EDD, le développement de toute l'école servant de base pour mettre en œuvre et développer l'EDD.

## **J. Partenaires/parties prenantes**

30. Administration provinciale des écoles, gouvernements provinciaux (départements de l'écologie), organisations non gouvernementales régionales (ONG), institutions de formation pédagogique en cours d'emploi.

## **K. Public cible**

31. Les groupes cibles sont les écoles dans leur totalité (maîtres, élèves, directeurs d'établissement, personnel non enseignant).

## **L. Calendrier et financement**

32. La phase pilote a démarré en 1996; le réseau d'écoles a été créé en 2001.

33. Le Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture et le Forum Umweltbildung<sup>6</sup> versent 100 000 euros par an pour financer la coordination des équipes de

---

<sup>6</sup> [www.umweltbildung.at](http://www.umweltbildung.at)

soutien régionales, y compris deux réunions annuelles aux fins d'échanges, la maintenance du site Web, l'organisation de manifestations, la publication d'un bulletin électronique mensuel et d'une revue trimestrielle ÖKOLOG, le manuel pédagogique, un dossier d'information avec aide-mémoire, un système de certification périscolaire sanctionnant les résultats des élèves, une académie d'été annuelle et des ateliers régionaux de formation en cours d'emploi (deux par an et par province).

34. Un modèle est fourni pour l'établissement des rapports et des ateliers d'écriture sont proposés pour aider les professeurs à rédiger leurs rapports.

35. Un soutien à l'échelon régional est fourni par les équipes régionales ÖKOLOG, qui organisent un enseignement et une formation en cours d'emploi et qui encouragent l'échange de données d'expérience entre les écoles. Les membres des équipes sont nommés par les commissions scolaires régionales, les instituts régionaux de formation en cours d'emploi des maîtres et l'équipe d'enseignants ENSI<sup>7</sup>. Certaines équipes régionales coopèrent avec les départements provinciaux de l'environnement et les ONG et reçoivent une aide financière au même titre que les écoles du réseau ÖKOLOG.

36. Depuis 2003, le Fonds pour l'éducation concernant l'environnement et la santé a triplé les crédits alloués aux écolo-écoles.

## **M. Personne à contacter**

37. M. Günther Franz Pfaffenwimmer, Ministère fédéral autrichien de l'éducation, des arts et de la culture<sup>8</sup>.

## **III. Animateur préposé à l'écologie (Canada)**

### **A. Description**

38. L'animateur préposé à l'écologie est un professeur de sciences qui travaille en collaboration avec les administrateurs et le personnel enseignant de l'école pour élaborer des initiatives écologiques faisant intervenir de nombreux élèves et de nombreuses classes de l'école, avec une extension à d'autres écoles. Au début, l'intéressé enseignait à mi-temps (cinq mois) puis, avec l'aide du directeur, la mission a été convertie à plein temps avec une période préparatoire pour exécuter les mandats inscrits au programme.

39. Ces deux dernières années, l'école a reçu quatre subventions de 10 000 dollars canadiens pour des projets écologiques. Un de ces projets consistait à installer des détecteurs de mouvement dans les toilettes et à remplacer les compresseurs à refroidissement par l'eau par des compresseurs à refroidissement par l'air, ce qui a permis d'économiser 374 m<sup>3</sup> d'eau par mois. Pour un autre projet, 10 élèves ont construit de petits générateurs de biogaz et ils se sont rendus dans des usines utilisant le méthane des mines de charbon ou le gaz naturel pour s'informer sur les combustibles fossiles et la technologie des énergies de remplacement. Un troisième projet consiste à réaménager un garage scolaire pour y installer un gros générateur de biogaz, des panneaux solaires et une éolienne (on aurait ainsi un lieu pour les cours sur les énergies de remplacement et un endroit pour stocker le bois destiné aux cours de menuiserie). Le quatrième projet consiste dans la conception et la construction par les élèves du générateur de biogaz destiné à chauffer le

---

<sup>7</sup> ensi.bmukk.gv.at

<sup>8</sup> Courriel: guenther.pfaffenwimmer@bmukk.gv.at

garage. L'école travaille aussi avec Clean Calgary à un programme pilote de compostage et c'est actuellement la seule école secondaire qui fabrique du compost.

## **B. Principaux objectifs**

40. Ces objectifs sont les suivants:

- a) Introduire l'éducation concernant l'environnement dans tous les cours donnés à l'école;
- b) Intéresser davantage les écoliers à l'écologie;
- c) Constituer une bibliothèque d'ouvrages sur l'environnement;
- d) Action éducative en direction de l'école primaire des autres écoles de la ville, de la province et de tout le pays.

## **C. Méthodes/approches**

41. L'animateur travaille en étroite collaboration avec le personnel enseignant pour coordonner l'intégration de l'écologie dans les cours. Cette intégration est assurée intégralement par l'animateur parce qu'il n'existe pas à l'échelon de l'enseignement secondaire de plans d'enseignement ou de matériel didactique prêts à l'emploi. Ce travail fait intervenir de nombreux cours de développement professionnel, un travail en réseau avec l'industrie, les entreprises et la Calgary Board of Education Eco-Team. De nombreuses propositions de subvention ont été rédigées afin de recueillir des fonds pour les projets.

42. Le principal objectif est d'enrôler le plus grand nombre d'élèves possible, y compris par de nombreuses activités en dehors des heures de cours. Les élèves ont assisté à plusieurs conférences sur l'environnement et ont visité des usines de production d'énergie classique ou d'énergie de remplacement dans la province. L'animateur organise les visites, remplit les formalités administratives et assume les autres démarches nécessaires. Enmax finance l'achat d'ouvrages pour la bibliothèque spécialisée, qui est accessible au personnel et aux élèves. L'école est la seule qui dispense un cours d'écologie 25/35.

## **D. Évaluation**

43. Le Conseil scolaire de Calgary (CBE) pilote un processus d'évaluation (ECOSITE) pour les initiatives écologiques. L'école est le seul établissement secondaire participant à ce genre d'initiative et elle cherche à accéder à la catégorie École verte. Comme le programme n'en est qu'au stade pilote, on ne dispose pas encore d'une évaluation complète.

## **E. Résultats**

44. L'école secondaire Lord Beaverbrook (LBHS) est une école de pointe en matière d'écologie dans le ressort du Conseil scolaire de Calgary. Elle a économisé 374 m<sup>3</sup> d'eau par mois l'an dernier et elle mène d'autres initiatives de conservation de l'eau. C'est la seule école secondaire de l'Alberta qui propose un cours d'écologie 25/35, la seule de Calgary qui fasse du compost et la seule qui participe à ECOSITE. Les élèves sont en train de construire un grand générateur de biogaz. L'école a pris en charge une école primaire en matière d'économies d'électricité.

## **F. Points forts**

45. Les points forts du projet comprennent les résultats ci-dessus (voir par. 44) et les éléments suivants: une démarche interdisciplinaire; des initiatives dirigées par les élèves; des récompenses décernées aux écoliers aux échelons local, provincial et national, et la participation à la planification stratégique environnementale, des exposés au cours de conférences provinciales et nationales; une réaction positive des collectivités et des demandes de modèles; des ressources et une mise en œuvre au sein de l'école et dans d'autres écoles.

## **G. Points faibles et risques**

46. Le manque de temps pour exécuter les initiatives en cours et le fait que la publicité favorable se traduit par davantage de demandes et d'initiatives.

## **H. Problèmes rencontrés**

47. On peut citer notamment l'absence de financement émanant du CBE et l'impact négatif sur d'autres écoles qui n'ont pas la chance d'avoir un animateur préposé à l'écologie.

## **I. Problèmes non réglés**

48. Il est nécessaire d'augmenter le temps consacré par l'animateur à l'exécution du programme.

## **J. Conditions de reproductibilité**

49. Il est nécessaire d'avoir davantage d'animateurs au CBE.

## **K. Avantages**

50. Le projet permet d'apporter une perspective environnementale à l'école en libérant un professeur pour qu'il se consacre à intégrer les questions d'écologie dans tous les cours. Les maîtres sont plus enclins à ajouter une dimension écologique à leurs cours s'ils n'ont pas à empiéter davantage sur le temps déjà limité qui leur est imparti. Un plus grand nombre d'élèves et d'adultes pourraient être associés au projet.

## **L. Partenaires/parties prenantes**

51. Écoles, organisations associatives et secteur privé.

## **M. Public cible**

52. Personnel et élèves de l'école, parents et écoles primaires.

## N. Calendrier et financement

53. Le programme a démarré en février 2007 et il se poursuit grâce à l'appui du directeur de l'établissement. Après cinq mois de financement par Enmax, l'école a trouvé le moyen de donner à l'animateur un temps quotidien de préparation pour continuer son travail. Ce supplément lui coûte environ 15 000 dollars canadiens par an. Jusqu'ici, l'école n'a pas pu trouver d'autre financement. Le nombre de demandes environnementales a augmenté de façon spectaculaire et l'on espère qu'un financement permettra de donner un emploi à mi-temps à l'animateur préposé à l'écologie. Pour les projets qui ont été élaborés, l'école a reçu des subventions de BP A+ for Energy, une subvention YES du Gouvernement de l'Alberta, une subvention de Jack Leslie Youth Environmental Grant et des fonds de mise en route de Petro Canada pour des projets relatifs à l'eau. Par ailleurs, les collégiens se procurent eux-mêmes des fonds pour leurs propres projets.

## O. Personne à contacter

54. Maureen Pettigrew, Environmental Coach, Lord Beaverbrook High School<sup>9</sup>.

## IV. Projet de jardinage de l'école Mel Johnson (Canada)

### A. Description

55. L'école Mel Johnson de Wabowden, dans le Manitoba, est en train de cultiver, au sens littéral du terme, une communauté en meilleure santé grâce à un projet de jardinage scolaire en constante expansion qui aide les élèves à créer un jardin chez eux. Les écoliers acquièrent des connaissances précieuses en matière de culture vivrière durable, d'alimentation saine et de préparation culinaire, ainsi qu'un sentiment de fierté inspiré par leurs réalisations et leurs réussites.

56. Suivant l'exemple de leurs enfants, de nombreux parents de cette communauté septentrionale, essentiellement autochtone, se sont montrés intéressés par la culture d'un potager et l'introduction d'une plus grande variété de légumes frais dans la nourriture familiale. Ce souci rejoint le problème de la sécurité alimentaire et de la nutrition saine, qui est particulièrement préoccupant dans les localités isolées du nord du pays.

57. Un DVD documentaire sur le projet est en cours de production.

### B. Principaux objectifs

- a) Technologie de culture durable sous serre pour un climat septentrional;
- b) Travaux pratiques hors de la salle de classe pour les écoliers autochtones et leurs parents;
- c) Agriculture locale viable;
- d) Développement durable des collectivités locales, encouragement de la pratique locale et exemple pour d'autres communautés autochtones du nord;
- e) Conservation de l'écosystème grâce à une agriculture viable;

<sup>9</sup> Courriel: mjp Pettigrew@cbe.ab.ca

- f) Écotourisme par la diffusion du DVD;
- g) Sécurité et souveraineté alimentaires;
- h) Prévention des maladies grâce à une alimentation saine.

### **C. Évaluation**

58. L'accroissement du nombre de jardins et de jardiniers témoigne de l'utilité du projet. L'aptitude à cuisiner les légumes est en augmentation. Le désir de la part d'autres communautés septentrionales de cultiver leurs propres jardins peut être attribué à l'initiative. On s'attend que le DVD suscite une plus grande prise de conscience et encore plus d'intérêt et qu'il aide à renforcer les capacités dans d'autres communautés. Le résultat sera évalué au moment de sa diffusion.

### **D. Points forts**

59. Le projet est un partenariat viable et novateur qui présente pour la communauté de nombreux avantages du point de vue de la santé.

### **E. Points faibles, risques et problèmes rencontrés**

60. La communauté est motivée et enthousiaste mais l'élément moteur du projet est constitué par une seule personne. Or le projet pourrait devenir trop difficile à gérer si la demande de jardins dépasse la capacité du projet (c'est-à-dire une aide personnelle pour chaque jardinier). Une lourde charge de travail pour un seul professeur et l'expansion du programme qui exige une aide complémentaire pour le jardinage posent un problème.

### **F. Problèmes non réglés**

61. On ne sait pas si le projet bénéficie d'un appui systémique à long terme, y compris un financement à long terme et/ou un mécanisme d'autofinancement.

### **G. Conditions de reproductibilité**

62. Le sens des responsabilités partagées et la compétence en matière de culture et de récolte se développent parmi les écoliers, leurs parents et les membres de la communauté, qui pourraient ensuite aider une autre communauté à reproduire l'expérience. Cette démarche réussit dans les petites localités où il est possible d'avoir des relations personnelles avec les familles, mais elle exige la présence d'un militant dans chaque école et aussi une aide financière, du moins au début.

### **H. Avantages**

63. Le but de l'opération était d'apprendre aux écoliers à planter et à récolter durablement des légumes qu'ils n'avaient jamais goûtés auparavant. L'introduction de nourritures saines dans le régime alimentaire était importante pour cette communauté septentrionale et le projet a suscité un intérêt et un soutien immenses. Le nombre des jardins augmente et les méthodes de jardinage s'améliorent. D'autres communautés septentrionales suivent le mouvement et plantent des potagers.

## I. Partenaires/parties prenantes

64. Mel Johnson School; Frontier School Division; Bayline Regional Round Table (BRRT); Manitoba Sustainable Development Innovation Fund; Manitoba Health and Healthy Living; Manitoba School Nutrition Support Team Aboriginal; Northern Affairs par l'intermédiaire de la Northern Healthy Food Initiative; Manitoba Education, Citizenship & Youth; Buffalo Gals Pictures; Dieticians of Canada; Manitoba Hydro.

## J. Public cible

65. Les élèves de l'école Mel Johnson, leurs parents et leurs professeurs et l'ensemble de la collectivité.

## K. Calendrier et financement

66. Le projet a démarré en 2006 avec la création chez 14 élèves d'un jardin cultivé sans engrais de synthèse ni pesticide. Les élèves ont été guidés pour la culture et la récolte des produits du jardin et les parents ont fait goûter aux enfants de nouveaux plats préparés avec les légumes récoltés. Les élèves ont apporté leurs légumes à l'école pour les montrer et ils ont fait part de leur expérience au Forum de l'alimentation à Thompson. Ils ont été interviewés par le journal local et la chaîne de télévision des peuples autochtones.

67. En 2007, le nombre des jardins est passé à 25 à la demande des écoliers, qui ont fait germer des graines en classe pour semer dans les nouveaux jardins. À l'automne 2007, une serre abandonnée proche de l'école a été rénovée avec l'aide de la population et de la Bayline Regional Round Table.

68. En 2008, on a cultivé des fleurs destinées à la vente, ce qui a permis de gagner de l'argent pour financer le coût du projet. La classe d'économie de l'école était chargée de la publicité, de l'arrosage et de l'application d'engrais et elle a participé à la vente. La classe de formation aux fonctions de dirigeant a apporté aussi sa contribution. La récolte d'automne a donné lieu à un banquet comprenant des soupes et des plats au four à base de légumes.

69. En 2009, le nombre des jardins était passé à 45 avec l'aide de sept adultes, pour 45 élèves et leur famille. L'objectif visé est d'avoir 60 jardins d'ici à la fin de 2009. L'école compte une centaine d'élèves, et il y a près de 600 habitants dans le village. Les parents veulent aujourd'hui avoir leur propre jardin tout en aidant leurs enfants à cultiver le leur. À la demande de la Manitoba Food Charter, le projet a été présenté à une conférence intitulée «Growing Local Food Security».

70. La BRRT Manitoba Métis Federation et la vente des fleurs cultivées par les enfants financent l'équipement de la serre et l'achat de graines et d'engrais.

71. Le DVD de quarante-cinq minutes sera mis à la disposition du public en 2010 par différents organismes gouvernementaux et bibliothèques locales de tout le Canada et de l'étranger. Un documentaire de vingt-deux minutes sera présenté à des radiodiffuseurs et au cours de festivals de cinéma. Un site Web va être créé. La production du DVD a été financée par SDIF (25 000 dollars), Manitoba Health and Healthy Living (10 000 dollars), Frontier School Division (5 000 dollars) et Aboriginal and Northern Affairs (24 900 dollars), et elle a bénéficié d'une appréciable contribution en nature des parties prenantes au projet.

## **L. Personne à contacter**

72. Don McCaskill, Frontier School Division<sup>10</sup>, Mel Johnson School, Wabowden, Manitoba<sup>11</sup>.

## **V. Relever le défi de la réduction d'une tonne de CO<sub>2</sub> (Croatie)**

### **A. Principaux objectifs**

73. Une brochure a été conçue à l'intention du public pour le guider dans son action de lutte contre les changements climatiques. Elle contient des instructions précises mais simples concernant la nécessité et la manière de consommer moins d'énergie et de faire de la récupération et concernant la manière de protéger l'environnement tout en faisant des économies. Une section destinée aux enfants leur donne des conseils sur ce qu'ils peuvent faire.

### **B. Méthodes/approches**

74. Pour la Journée mondiale de l'environnement, des encarts ont été placés dans des quotidiens et d'autres exemplaires ont été distribués dans les centres d'information des villes et des comtés participants. Les brochures sont désormais accessibles sur le site Web du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Energy Efficiency and Environmental Protection Fund, du Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction et du Ministère de l'économie, du travail et de l'entrepreneuriat.

### **C. Évaluation**

75. L'initiative fait partie de la campagne de promotion intitulée «L'énergie dans notre foyer: vivons mieux en dépensant moins», qui vise à sensibiliser la population à la question des économies d'énergie, à l'améliorer activement et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La campagne est complétée par de la publicité, des conférences publiques, des séminaires et d'autres manifestations et par la diffusion d'affiches et de brochures d'information éducatives.

### **D. Résultats**

76. D'après l'information reçue des sociétés partenaires du projet (le groupement volontaire du Pool EE), les ventes de certaines technologies économes en énergie ont augmenté sensiblement depuis 2005 (l'année qui a précédé la campagne):

---

<sup>10</sup> Courriel: dmccas@frontiersd.mb.ca

<sup>11</sup> Courriel: meljohnson@frontiersd.mb.ca

<i>Type de technologie</i>	<i>Augmentation des ventes en 2006 (%)</i>	<i>Augmentation des ventes en 2007 (%)</i>	<i>Augmentation des ventes en 2008 (%)</i>
Lampes fluorescentes compactes (LFC)	30	56	40
Vannes de thermorégulation	15	15	15
Fenêtres à double vitrage	30	25	25
Chaudières à gaz classiques	1	36	5
Chaudières à gaz à condensation	20	65	22
Isolation des murs	12	24	-9

77. La pénétration des marchés par les appareils LFC et les appareils économes en énergie marque une nette amélioration.

a) Le nombre des habitants qui reconnaissent l'information sur les économies d'énergie dans les médias a augmenté de 19,5 % (32,4→51,9 %);

b) L'utilisation des ampoules électriques à basse consommation a augmenté de 15,1 % (48→63,1 %);

c) L'utilisation des appareils ménagers de catégorie A a augmenté de 7,8 % (22→29,8 %);

d) L'utilisation des fenêtres à double vitrage a augmenté de 10,9 % (14,8→25,7 %).

## **E. Points forts**

78. La campagne est conçue stratégiquement (pour une période initiale de trois ans) avec une bonne combinaison d'outils créatifs (prospectus, brochures, clips vidéo de trente secondes diffusés à la télévision nationale (et locale), courtes annonces radiophoniques, panneaux d'affichage) et d'activités de relations publiques dans les médias. La campagne est d'envergure nationale, elle est bien visible et reconnaissable et elle touche un nombreux public. La diffusion de la brochure par insertion dans tous les quotidiens nationaux est un moyen puissant d'atteindre un large public.

## **F. Points faibles et risques**

79. Il est difficile de savoir combien de brochures distribuées ont été vraiment lues ou étudiées et si les recommandations qu'elles contiennent sont appliquées. En revanche, on peut mesurer les effets de la campagne de façon indirecte, par exemple par des études de marché qui font apparaître les tendances et les changements de comportement.

## **G. Conditions de reproductibilité**

80. La reproduction ne doit pas être une publication isolée mais faire partie d'une campagne stratégiquement planifiée.

## **H. Avantages**

81. L'initiative informe la population et lui indique les mesures concrètes qu'elle peut prendre pour réduire les émissions.

## **I. Partenaires/parties prenantes**

82. La brochure intitulée «Relever le défi de la réduction d'une tonne de CO<sub>2</sub>» a été élaborée en commun par le PNUD, le Fonds pour les économies d'énergie et la protection de l'environnement, le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction, le Ministère de l'économie, du travail et de l'entrepreneuriat.

## **J. Public cible**

83. Tous ceux qui ont vu la brochure, les journaux, le site Web, etc. La brochure peut être consultée en ligne à l'adresse suivante: [www.ee.undp.hr/images/stories/brosure/1ton.pdf](http://www.ee.undp.hr/images/stories/brosure/1ton.pdf).

## **K. Calendrier, budget et financement**

84. Mis en œuvre en 2007, le budget du projet (90 000 dollars) a été financé par le Fonds pour les économies d'énergie et la protection de l'environnement, le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction, le Ministère de l'économie, du travail et de l'entrepreneuriat et le projet PNUD-FEM pour les économies d'énergie en Croatie.

## **L. Personnes à contacter**

85. Sandra Magajne, Sandra Vlastic, PNUD Croatie<sup>12</sup>.

# **VI. Campagne danoise sur le climat: diminution d'une tonne des émissions de CO<sub>2</sub>**

## **A. Principaux objectifs**

86. L'objectif visé est que beaucoup de gens fassent une promesse de réduction des émissions sur le site Web, en indiquant combien de CO<sub>2</sub> ils vont économiser en modifiant leurs habitudes quotidiennes. Pour ce faire, on informe le public sur les lieux de travail ou dans les magasins, dans les écoles, à la télévision ou à la maison. Le message est appuyé par les partenaires qui, en échange, peuvent utiliser du matériel d'information, des connaissances et des idées de l'Agence danoise de l'énergie et de ses partenaires.

## **B. Méthodes/approches**

87. Campagne de type habituel; site Web, activités de vulgarisation, partenariats avec des entreprises, des ONG, des pouvoirs locaux, boîte à outils pour les partenaires (dossiers d'information, déroulables, ballons, affiches, expositions de photos, articles à publier dans les médias locaux), l'accent est mis sur les médias locaux à cause de la modestie du budget média, financement pour les activités des ONG, symbole caractéristique de la campagne (globe de 11 m de haut).

---

<sup>12</sup> Courriel: [energetska.efikasnost@undp.org](mailto:energetska.efikasnost@undp.org)

## **C. Évaluation**

88. Évaluation à mi-parcours au bout de six mois en octobre 2007. La campagne sera évaluée à nouveau dans l'hiver 2009/10.

## **D. Résultats**

89. Trente et un pour cent de la population ont reconnu l'emblème de la campagne et pouvaient expliquer son message.

## **E. Points forts**

90. Partenaires très divers et motivés qui font passer le message de la campagne. Moment choisi pour la campagne à l'époque précise où les changements climatiques devenaient un sujet de préoccupation publique. Le concept de calculateur de CO<sub>2</sub> et de promesse de réductions, qui rend le CO<sub>2</sub> et la réduction des émissions facilement compréhensibles pour l'homme de la rue. Le symbole très visible de la campagne (un globe de 11 m de haut représentant une tonne de CO<sub>2</sub>) a permis à la population d'appréhender le message de la campagne.

## **F. Points faibles et risques**

91. La campagne n'a appris que très peu de choses à la population. La pierre angulaire de la campagne est un ensemble de conseils concrets pour aider les gens à diminuer leur consommation d'énergie et leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Ces conseils étaient pour l'essentiel déjà bien connus et discrets. On a donc renforcé la campagne en 2009 en l'orientant vers des technologies plus avancées visant à réduire la consommation d'énergie des ménages (énergie solaire, pompes à chaleur, isolation).

## **G. Problèmes rencontrés**

92. Un engagement plus actif des partenaires est nécessaire.

## **H. Conditions de reproductibilité**

93. Une liste complète de partenaires actifs est importante, de même que des activités de campagne attrayantes destinées à des groupes différents, et une bonne boîte à outils pour les partenaires qui puissent s'en inspirer et la relier à leurs propres activités.

## **I. Avantages**

94. La campagne dure depuis deux ans et demi; elle a réussi à renouveler son optique et elle attire de nouveaux partenaires et l'attention des médias. Elle est parvenue à atteindre divers groupes cibles. Grâce à des partenariats et à une bonne stratégie de communication, le message de la campagne a pu être diffusé sans obérer le budget de la campagne.

## **J. Partenaires/parties prenantes**

95. Dong Energy A/S (société danoise de distribution d'énergie) a été associée à la campagne par la Colleague Initiative dans l'été de 2008 et elle a fixé à ses employés des objectifs de promesses de réduction des émissions. Elle a mené une campagne interne à l'aide de matériel «Une tonne de moins» (OTL) et de son site Web comme moyen de communication et source d'inspiration. La campagne pourrait atteindre 7 000 personnes.

96. Coca Cola: au moyen des étiquettes de 25 millions de bouteilles et d'une application dans Facebook, Coca Cola a permis d'atteindre les adolescents, qui constituent généralement un public difficile à capter. Sur les étiquettes et dans Facebook, les adolescents sont encouragés à calculer leur émission personnelle de CO<sub>2</sub> et à faire des promesses en vue de la réduire.

97. Radiodiffusion danoise: des conseils et des émissions à l'intention des familles pour les encourager à adopter un mode de vie moins producteur de CO<sub>2</sub> ont été présentés à la télévision nationale au cours de l'été 2008. Une série d'émissions diffusées aux heures de grande écoute a consacré beaucoup d'attention à la campagne et à son message.

98. Festival de Roskilde: depuis 2007, le festival de musique e réputation internationale a pour thème le climat. En 2008, il a utilisé des ampoules électriques à basse consommation et en 2007 on s'est servi du matériel OTL pour sensibiliser les festivaliers aux changements climatiques et faire appel à leur responsabilité personnelle.

99. COOP (chaîne danoise de magasins: l'entreprise a communiqué les messages de la campagne à 1 million de ménages par voie de publicité et par des brochures et des affiches dans ses magasins, en incitant le grand public à faire ses courses d'une façon plus respectueuse du climat.

100. L'Agence danoise de transport public, Peugeot, l'Organisation des scouts du Danemark et plusieurs municipalités.

101. Campagne de moratoire: les élèves des écoles secondaires et primaires ont participé à un concours de messages SMS pendant quatre heures. L'idée a été lancée par le personnel de la campagne et développée par la Danish Science Corporation en tant que partenaire. Les élèves ont joué par équipes en utilisant leur téléphone mobile pour répondre à des questions sur le climat à partir du matériel OTL. Cette campagne interactive a été considérée par le centre danois d'apprentissage en ligne comme «la meilleure tentative faite jusqu'à présent pour appliquer le téléphone mobile à l'enseignement».

102. Climat: les élèves de 45 classes du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont été invités à vérifier leurs connaissances générales sur les changements climatiques, à calculer leurs émissions personnelles et à créer du matériel didactique pour les élèves d'autres écoles. L'idée avait été lancée aussi par le personnel de la campagne et développée par la Danish Science Corporation. Le concours a été conçu par la Danish Science Corporation pour la campagne OTL.

## **K. Public cible**

103. La population danoise: au cours d'une évaluation à mi-parcours, plus de 30 % de la population ont reconnu l'emblème de la campagne et pouvaient répéter le message qu'elle diffusait.

## **L. Calendrier et financement**

104. Financée par le Gouvernement danois et par une grosse entreprise, la campagne a été lancée en mars 2007, initialement pour deux ans; elle a été prolongée jusqu'à la fin de 2009 à cause de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui doit se tenir à Copenhague en décembre 2009.

## **M. Personne à contacter**

105. Mette Vingaard, Danish Energy Agency.

## **VII. Boussole: plan des déplacements du personnel d'une entreprise (France)**

### **A. Principaux objectifs**

106. Réduire la pollution due aux déplacements domicile-travail du personnel d'Air France.

### **B. Méthodes/approches**

107. Méthode participative permettant de faire accepter le programme par le personnel de la compagnie. Le programme a été diffusé de haut en bas dans la hiérarchie et communiqué par des coordonnateurs locaux chargés de le déployer auprès du personnel d'aussi près que possible. La compagnie a participé à des réunions avec les parties prenantes pour des mises à jour sur le déroulement du projet et pour connaître les réactions qu'il a suscitées.

### **C. Évaluation**

108. Le plan des déplacements est en cours d'application et il sera évalué à la fois par la compagnie et par les organismes responsables de la réglementation des transports dans la zone Île de France.

### **D. Résultats**

109. La réduction moyenne des émissions de CO<sub>2</sub> après la participation à un cours de conduite automobile moins énergivore est de 0,4 tonne. Environ 1 400 personnes se sont inscrites sur le site Web de covoiturage. Un plan visant à construire des bureaux partagés à plusieurs est en cours d'exécution. Le personnel dispose d'un site Intranet (environ 1 600 consultations par mois) qui comprend 12 forums.

### **E. Points forts**

110. Le personnel est très motivé.

## **F. Points faibles et risques**

111. Sans une communication régulière, le projet pourrait tomber rapidement en sommeil.

## **G. Problèmes rencontrés**

112. Les employés éprouvent des difficultés à laisser la voiture à la maison pour adopter d'autres moyens de transport; c'est notamment le cas du personnel qui a un horaire de travail décalé.

## **H. Avantages**

113. L'initiative:

a) Donne au personnel des solutions viables pour éviter de se rendre au travail seul en voiture;

b) Encourage une manière d'envisager de façon différente les transports publics locaux et une manière différente de travailler;

c) Responsabilise le personnel et stimule la solidarité entre collègues;

d) Assure le respect de la loi;

e) Dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise, elle aide la compagnie Air France à donner l'exemple en matière de développement durable.

## **I. Partenaires/parties prenantes**

114. L'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) aide les entreprises et les organismes publics à appliquer leurs plans de déplacements du personnel. La Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) est chargée d'assurer le respect de la loi sur la qualité de l'air. Les organismes de planification régionaux agissent de leur côté sur leur politique de transport public et de planification. Les sociétés publiques de transport (SNCF, RATP, Veolia, Keolis) sont associées au projet par le biais de leurs initiatives concernant les transports. Elles sont impliquées dans l'exécution de leur plan de déplacements du personnel, de même que leurs employés, du fait qu'elles peuvent réduire l'utilisation des véhicules personnels pour se rendre au travail.

## **J. Public cible**

115. Les employés d'Air France.

## **K. Calendrier**

116. Depuis décembre 2007.

## L. Personne à contacter

117. Thierry Gaultier, Air France, Paris<sup>13</sup>.

## VIII. Campagne contre le CO<sub>2</sub>: calculer et faire connaître les incidences des déplacements individuels en milieu urbain (France)

### A. Principaux objectifs

118. L'objectif est d'aider les autorités locales à mieux faire comprendre l'empreinte sur l'environnement et à analyser les meilleures solutions durables en matière de transport public urbain à l'aide de l'indicateur «éfficacité-déplacement<sup>TM</sup>».

119. Depuis 2006, Veolia Transport emploie cet indicateur. La méthode de calcul, validée par Ernst & Young, mesure, par voyageur, les performances du transport public par rapport à la voiture individuelle en termes d'émissions de CO<sub>2</sub> évitées, de pollution atmosphérique évitée, d'utilisation de voitures évitée, de litres de carburant économisés, de gains financiers pour le voyageur, etc.

120. Pour sensibiliser le plus grand nombre de personnes possible à la problématique des changements climatiques et des incidences sur l'environnement des différentes formes de mobilité, Veolia Transport entend étendre l'application de l'indicateur sur ses réseaux. Un kit pédagogique «Restez CO<sub>2</sub> L» (ou CO<sub>2</sub> Light), lancé le 5 juin 2008 à l'occasion de la Journée mondiale pour l'environnement, permet de diffuser les résultats, en particulier au niveau local.

121. Cette initiative a été reconnue par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre du programme pour une mobilité durable, et le PNUE y fait référence sur son portail sur la neutralité climatique pour la diffusion des meilleures pratiques. En rendant visible l'impact de chaque déplacement à l'aide de son indicateur, Veolia fait avancer le transport public en le conciliant avec le respect de l'environnement, les gains économiques, la qualité de vie et la santé publique. Veolia Transport est le premier opérateur privé à disposer de ce type d'informations à une échelle à la fois aussi large et aussi détaillée.

122. Le réseau de tramways de Dublin (LUAS) a été le premier à participer à la campagne «Restez CO<sub>2</sub> L».

### B. Méthodes/approches

123. Les résultats obtenus au moyen de l'indicateur permettent de mieux comprendre l'empreinte sur l'environnement, les meilleures solutions durables en matière de développement urbain et le rôle central des transports publics à cet effet.

124. Le kit pédagogique sert à diffuser les résultats des calculs sur divers supports: écocalcullette sur le site Internet du réseau de transport, écocalculs sur les écrans d'information du réseau, affiches à l'intérieur des véhicules et en station, et écocalculs sur les titres de transport et sur les fiches horaires. L'objectif est de sensibiliser les voyageurs à

---

<sup>13</sup> Courriel: thgaultier@airfrance.fr

l'impact de leurs habitudes de déplacement et aux avantages qu'il y a à utiliser les transports publics.

### **C. Évaluation**

125. L'indicateur fournit des informations et des résultats qui sont utilisés par le groupe Veolia Environnement. L'évaluation se fait selon des principes méthodologiques définis. La campagne de communication continue à être évaluée et l'initiative est progressivement étendue à d'autres villes.

### **D. Résultats**

126. En 2008, il a été fait une analyse indépendante portant sur 96,3 % de tous les déplacements effectués et sur 77 % des kilomètres du réseau géré par Veolia Transport. Avec l'équivalent de 4,1 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> évitées, il ressort de l'ensemble des calculs qu'il peut être évité en moyenne 2,01 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> grâce à la réduction des déplacements en voiture individuelle. L'impact de la campagne de sensibilisation du public est mesuré indirectement par le nombre de passagers transportés, même si les chiffres obtenus ne sont pas uniquement le résultat de cette campagne.

### **E. Points forts**

127. Initiative validée de manière indépendante par Ernst & Young, et soutenue par le PNUE.

### **F. Points faibles et risques**

128. Évaluation de la campagne de communication et extension à de multiples agglomérations urbaines.

### **G. Avantages**

129. La visibilité des calculs de l'indicateur permet de promouvoir les transports publics auprès des autorités locales, en démontrant que les transports publics respectent l'environnement, procurent des gains économiques et ont des effets positifs sur la qualité de vie et sur la santé publique.

### **H. Partenaires/parties prenantes**

130. Veolia Environnement, autorités locales.

### **I. Public cible**

131. Les utilisateurs de transports publics et l'ensemble des habitants de la ville concernée, indépendamment de leur mode de mobilité actuel, sont les cibles de la campagne CO<sub>2</sub> Light.

## J. Calendrier et financement

132. L'indicateur a été créé en 2006. La campagne CO<sub>2</sub> Light a été lancée le 5 juin 2008, date de sa mise en place aussi sur le réseau de tramways de Dublin.

## K. Personne à contacter

133. Alec Walker-Love, Veolia Environnement<sup>14</sup>.

## IX. Portail Web sur l'éducation du consommateur (Allemagne)

### A. Description

134. Le Comité national pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable établi par la Commission allemande pour l'UNESCO décerne le label de «projet officiel de la Décennie des Nations Unies» à des activités d'éducation de qualité et innovantes. Le portail Web sur l'éducation du consommateur<sup>15</sup> en est un bon exemple. Le portail offre des outils pédagogiques et des informations aux enseignants en milieu scolaire et aux enseignants pour adultes sur la problématique du développement durable, sur des questions intéressant les consommateurs comme les changements climatiques, l'eau, les produits bio, la confidentialité et la sécurité de l'Internet, ainsi que sur des questions de compétences financières comme la prévention de l'endettement. La plate-forme propose des modules de formation pour développer les compétences des consommateurs et promouvoir des styles de vie plus durables, en particulier à l'intention des éducateurs et des structures d'enseignement pour adultes. L'idée est de former des consommateurs responsables, conscients des conséquences sociales, économiques et écologiques de leurs comportements et capables d'en assumer la responsabilité. Le site Web est constamment actualisé. On y trouve aussi des articles d'experts, des formations en ligne, des tests, des nouvelles, des dates intéressantes et une section dite «Brennpunkte» (Les points chauds) couvrant des questions spécifiques plus complexes. Pour que les liens avec la Décennie soient encore plus étroits, des articles et des modules de formation en relation avec les thèmes annuels de la Décennie sont présentés.

135. Des modules de formation sur le thème central annuel sont élaborés. Le choix de thèmes s'adressant spécifiquement à des personnes dont la langue maternelle n'est pas l'allemand est une nouveauté. Il existe déjà certains outils pédagogiques sur la problématique de la consommation durable pour ce groupe cible (par exemple, sur les achats de vêtements pour enfants ne présentant pas de risques pour la santé, ou de produits alimentaires bio). En outre, des outils pédagogiques sur les thèmes des changements climatiques et des économies d'énergie à la maison seront mis en ligne à l'intention des personnes qui s'occupent de migrants.

### B. Principaux objectifs

136. Le principal objectif du portail est de fournir aux enseignants des matériels pédagogiques concernant par exemple le développement durable, les modes de consommation durables, l'Internet, les compétences financières, la santé et la nutrition.

<sup>14</sup> Courriel: Alec.Walkerlove@veolia.com

<sup>15</sup> www.verbraucherbildung.de

### **C. Méthodes/approches**

137. Le portail réunit sous une forme thématique accessible des matériels d'éducation et d'apprentissage existants ou nouveaux. Il propose un large éventail de méthodes pour toutes les formes d'éducation, structurées ou non. Des outils avec des méthodes pédagogiques différentes sont prévus pour les petits groupes et pour les grands.

### **D. Évaluation**

138. Comme les autres projets officiels allemands de la Décennie, le portail est évalué sous l'angle de la contribution officielle de ce pays à la Décennie.

### **E. Points forts**

139. Le portail fournit des informations et des matériels pédagogiques sur des sujets qu'il n'est pas possible de trouver ailleurs. C'est un outil important pour établir dans quelle mesure le grand public est sensibilisé aux questions des modes de consommation et de production durables, en particulier dans le contexte des changements climatiques.

### **F. Points faibles et risques**

140. Faute de ressources suffisantes, il est difficile de présenter les matériels de manière accessible.

### **G. Conditions de reproductibilité**

141. Des matériels d'enseignement et d'apprentissage spécifiques et de qualité doivent être mis à disposition.

### **H. Avantages**

142. Le portail fournit certains matériels spécialisés qui ne peuvent pas être trouvés ailleurs. Il réagit rapidement aux besoins alors que le système d'enseignement est généralement très lent à s'adapter. Et il fonctionne indépendamment de l'industrie ou des entreprises commerciales.

### **I. Public cible**

143. Les enseignants en milieu scolaire et les enseignants pour adultes, ainsi que les personnes qui enseignent à des migrants adultes. Les élèves de ces enseignants, mineurs ou adultes.

### **J. Calendrier et financement**

144. L'initiative, lancée en 2003, a été réactivée en 2004-2005, et est en cours d'élargissement. La Fédération des organisations allemandes de consommateurs est financée par le Ministère fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs, avec un budget annuel de 40 000 euros pour le portail.

## K. Personne à contacter

145. Irina Mareske, Fédération des organisations allemandes de consommateurs<sup>16</sup>.

## X. Le réseau de la soie (Grèce)

### A. Description

146. Le réseau de la soie, fondé en 2008, vise à promouvoir les bonnes pratiques en matière de développement durable afin de faire évoluer les attitudes et les comportements et de concilier développement durable et protection de l'environnement. Le Centre d'éducation en matière d'environnement de Soufli est un centre de sériciculture en Grèce, et le réseau a été fondé pour préserver le patrimoine culturel et les traditions locales.

147. Le réseau s'inspire de l'ancienne Route de la soie en créant un «projet pour la soie» associant la Grèce continentale, l'Europe et l'Asie et réunissant des institutions, des écoles et des organisations nationales et internationales.

### B. Principaux objectifs

148. Les principaux objectifs sont les suivants:

- a) Concevoir la soie en tant que modèle de développement durable;
- b) Favoriser le développement d'attitudes et de comportements positifs, afin de préserver les techniques traditionnelles qui ne nuisent pas à l'environnement;
- c) Découvrir des moyens de recyclage grâce à l'élevage des vers à soie;
- d) Mieux connaître l'histoire de la soie;
- e) Comprendre ce que la soie a apporté à l'industrie;
- f) Offrir des perspectives nouvelles pour la sériciculture;
- g) Promouvoir les compétences grâce au réseau;
- h) Favoriser au niveau local la sensibilisation concernant la sériciculture et l'EDD;
- i) Fournir une plate-forme à l'intention des étudiants, des enseignants et des éleveurs de vers à soie;
- j) Promouvoir de nouvelles technologies, par exemple applications Web et formation à distance;
- k) Faire comprendre l'intérêt économique et environnemental de la soie.

### C. Méthodes/approches

149. Les méthodes utilisées pour le projet sont les suivantes:

<sup>16</sup> Courriel: info@vzbv.de

- a) Des programmes d'éducation en matière d'environnement (trois à quatre jours) pour sensibiliser et former les étudiants. Ils comprennent un Festival du ver à soie (dix jours) à l'intention des élèves de l'enseignement primaire;
- b) Conférences d'étudiants sur la soie;
- c) Séminaires de formation pour les futurs enseignants;
- d) Documents imprimés et matériels audiovisuels en grec et en anglais;
- e) Projets réalisés par les écoles participantes et présentés à l'occasion de conférences d'étudiants;
- f) Publications et communication par l'intermédiaire de plates-formes Web et de forums de discussion;
- g) Matériels téléchargeables sur la sériciculture et sur l'enseignement concernant le développement durable;
- h) Matériel génétique sur la pratique de la sériciculture à l'intention des écoles participantes;
- i) Expositions de photos et expositions sur la sériciculture;
- j) Communication et retour d'informations, avec des formulaires d'évaluation et des questionnaires.

## **D. Évaluation**

150. Le projet concernant la soie a été évalué par les 300 étudiants et les 34 enseignants qui y ont participé, à l'aide d'un questionnaire.

## **E. Résultats**

151. Les résultats ont été encourageants. La plupart des étudiants et des enseignants souhaitent que le programme se poursuive, en particulier dans ses composantes architecturales et culturelles. Il a été manifesté un intérêt spécifique pour les applications professionnelles possibles dans le cadre de programmes d'innovation européens. Les étudiants ont été particulièrement intéressés par l'excellent système de recyclage, ainsi que par les dimensions esthétiques et artistiques de la soie.

## **F. Points forts**

152. Le réseau a suscité un élan considérable. Il y aurait probablement eu un doublement du nombre des établissements participants (40 initialement), sans les critères de participation stricts fixés par le Centre d'éducation en matière d'environnement de Soufli. Le réseau a fourni aux écoles participantes des matériels audiovisuels, électroniques et en ligne nombreux et de qualité.

## **G. Points faibles et risques**

153. Le plus grand problème est qu'il n'y a pas de sériciculture dans de nombreuses régions de la Grèce. La population n'est pas bien informée non plus, et les autorités n'ont pas de stratégies appropriées.

## H. Problèmes rencontrés

154. La coopération avec les écoles et institutions étrangères a été problématique.

## I. Avantages

155. Le réseau peut:

- a) Mettre à profit le patrimoine culturel et industriel de la région;
- b) Améliorer le statut socioéconomique des femmes;
- c) Amener les jeunes à s'intéresser à la culture et à trouver d'autres débouchés économiques;
- d) Faire évoluer les attitudes et les comportements concernant le développement durable et l'environnement;
- e) Permettre aux étudiants de prendre des initiatives, de développer leur jugement critique et de réfléchir aux problèmes économiques et sociaux;
- f) Développer les connaissances des enseignants concernant la sériciculture, ainsi que leur contribution au développement durable;
- g) Permettre aux enseignants de jouer un rôle moteur dans l'EDD.

## J. Partenaires/parties prenantes

156. Les centres d'éducation en matière d'environnement d'Acrata, Pella, Calamata, Kissavos-Mavrovounio et Omiroupoli; le Ministère de l'éducation nationale et des affaires religieuses; les préfectures d'Evros, Trikal, Salonique-Ouest, Attique-Est et Pella; le lycée de Soufli; l'Université Démocrate de Thrace et l'Université agricole d'Athènes; la Fondation nationale pour la recherche agricole; le centre d'expérimentation sur la sériciculture de Bulgarie; le Musée de la soie à Soufli; le Musée de l'art de la soie à Soufli; les ambassades de la Chine, de l'Inde et du Japon, le consulat de France; l'entreprise municipale de sériciculture de Soufli; la Silkworm Breeders Union; la Baltic and Caspian Silk Organization; et des partenaires scientifiques au Danemark, en Estonie, aux États-Unis, à Malte et au Royaume-Uni.

## K. Public ciblé

157. Mille deux cent cinquante élèves de l'enseignement primaire et secondaire et 79 enseignants.

## L. Calendrier et financement

158. Projet financé à l'aide de ressources nationales et de fonds européens (quatrième Cadre communautaire d'appui et Cadre de référence stratégique national (CRSN) (2008-2011).

## M. Personne à contacter

159. Mariza Kouvelou, Ministère de l'éducation nationale et des affaires religieuses<sup>17</sup>.

## XI. Cours d'été sur l'environnement et le développement durable (Grèce)

### A. Description

160. Le Centre européen pour la recherche et la formation sur l'environnement de l'Université Panteion (EKePEK) organise des cours d'été pour promouvoir le développement durable et la sensibilisation à travers l'information et la formation sur l'environnement reposant sur l'étude de la diversité, des cultures et des besoins locaux. Les quatre programmes suivants ont été organisés par l'EKePEK:

a) En octobre 2004, le premier cours d'été interdisciplinaire de niveau supérieur sur le thème «Environnement et développement durable – politiques et économie, législations et institutions européennes et internationales», financé par le Secrétariat général pour la jeunesse, tenu au Centre de congrès Evagelistria à Aliartos;

b) Du 13 au 22 juillet 2007, le deuxième cours d'été interdisciplinaire de niveau supérieur sur le thème «Environnement et développement durable – politiques et économie, législations et institutions européennes et internationales», tenu sur l'île de Kythira, sous le parrainage de la société Athenian Brewery S.A.;

c) Du 28 juin au 6 juillet 2008, le troisième cours d'été interdisciplinaire de niveau supérieur sur le thème «Changements climatiques, ressources naturelles et énergie, en particulier pour la gestion des zones côtières» tenu au Centre de congrès Evagelistria à Aliartos, sous le parrainage de l'Institut pour la jeunesse du Secrétariat général pour la jeunesse;

d) Du 11 au 20 juillet 2008, le quatrième cours d'été interdisciplinaire de niveau supérieur sur le thème «Environnement et développement durable – changements climatiques et maîtrise de l'énergie dans les régions insulaires», tenu sur l'île de Kythira et financé par le Centre d'analyse et de planification du Ministère grec des affaires étrangères.

### B. Principaux objectifs

161. Le principal objectif des cours d'été est de développer la sensibilisation, l'information et l'engagement des participants en matière de développement durable en leur fournissant des informations et une formation pertinente sur les trois grands principes du développement, à savoir protection de l'environnement, développement social et croissance économique. Les participants peuvent ainsi mieux comprendre la problématique des changements climatiques, de la gestion des ressources en eau, de l'énergie et de la biodiversité, et l'idée de l'équilibre entre les besoins des générations actuelles et ceux des générations futures.

---

<sup>17</sup> Courriel: to5sde1@ypepth.gr

### **C. Méthodes/approches**

162. Des exposés présentés par des spécialistes grecs sur le droit international, le droit international du développement, le droit de la mer, les politiques face aux changements climatiques, les politiques européennes pour la protection de l'environnement, etc., et des ateliers dirigés par des chercheurs du Centre grec pour la recherche marine et par des fonctionnaires de l'Union européenne.

163. Multimédia: présentation de vidéos et de documentaires sur la gestion des ressources naturelles, les catastrophes naturelles causées par les changements climatiques et la destruction de la biodiversité.

164. Visites sur le terrain dans des sites de grande valeur historique, architecturale et environnementale comme le sanctuaire de Delphes et le monastère d'Hosios Loukas dans la préfecture de Viotia, inscrits sur la liste du patrimoine mondial établie par l'UNESCO.

### **D. Évaluation**

165. L'initiative a été évaluée par les participants aux cours au moyen de questionnaires, et les résultats ont été inclus dans le rapport d'évaluation adressé aux parties prenantes et aux sources de financement.

### **E. Résultats**

166. Selon les résultats de l'évaluation et le retour d'informations des parties prenantes concernées, les cours d'été de l'EKePEK sont bien acceptés par la communauté scientifique grecque et par les communautés locales. Le nombre des personnes qui souhaitent y participer augmente chaque année.

### **F. Points forts**

167. Décentralisation; interaction entre de jeunes scientifiques inexpérimentés et d'éminents spécialistes, participation et soutien des communautés locales.

### **G. Points faibles et risques**

168. Compte tenu des difficultés financières et du budget limité des cours d'été, il est exclu de leur donner un caractère régional ou international. Il n'est donc possible de former et d'éduquer à la problématique du développement durable qu'un nombre limité de participants.

### **H. Problèmes non réglés**

169. Les installations sur l'île de Kythira, où deux des quatre cours d'été de niveau supérieur ont eu lieu, obligent les organisateurs à limiter le nombre des participants.

## **I. Conditions de reproductibilité**

170. Assurer le financement requis afin de diffuser l'initiative, de sorte que les communautés locales bénéficient des connaissances et de la valeur ajoutée qu'apporte cette combinaison de savoir scientifique, d'expérience et de pratique.

## **J. Avantages**

171. Réunir des universitaires et des jeunes professionnels et favoriser l'interaction avec les communautés locales, en vue de la diffusion des connaissances et des progrès scientifiques récents concernant le développement durable.

## **K. Partenaires/parties prenantes**

172. Le Bureau d'information du Parlement européen pour la Grèce, la représentation de la Commission européenne en Grèce, le Centre d'analyse et de planification du Ministère grec des affaires étrangères, le Secrétariat général pour la jeunesse du Ministère de l'éducation nationale et des affaires religieuses, le Métropolitain de Thèbes et Lyvadia, le Centre pour la Fondation cythérée pour la culture et l'environnement, la municipalité de Kythira, le Métropolitain de Kythira et Antikythira et l'école Sivitanidios.

## **L. Public cible**

173. Les étudiants des divers cycles de toutes les universités grecques, les jeunes scientifiques, les jeunes chercheurs et les chercheurs expérimentés, les associations locales et les communautés locales (avant la clôture de chaque cours d'été, il est organisé une conférence d'une journée à laquelle toutes les associations et les populations locales sont invitées à participer, afin de mettre l'accent sur les solutions spécifiquement adaptées aux problèmes environnementaux locaux). Depuis 2004, quelque 350 personnes ont été formées, ou ont participé aux cours d'été et aux conférences.

## **M. Calendrier et financement**

174. Dans le cadre de ce projet exécuté depuis 2004, chaque cours est financé à hauteur d'environ 15 000 euros par l'Administration centrale, par les collectivités locales, par le secteur privé et par des fonds européens.

## **N. Personne à contacter**

175. Professeur Grigoris Tsaltas, Centre européen pour la recherche et la formation sur l'environnement, Université Panteion<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> Courriel: ekepek@panteion.gr

## **XII. Programme d'éducation par les pairs «Les jeunes pour le développement durable» (Irlande)**

### **A. Description**

176. Le programme d'éducation des jeunes par les pairs ECO-UNESCO vise à sensibiliser et à former les jeunes de 15 à 18 ans.

177. Le programme d'éducation par les pairs est un programme d'EDD s'adressant aux jeunes qui encourage ceux-ci à comprendre ce qu'est le développement, en quoi il les concerne, et en quoi il concerne les populations dans les pays en développement. Les participants examinent les liens qu'il y a entre leur propre vie et celle des habitants des pays en développement.

178. Le programme encourage les éducateurs pairs des jeunes à réfléchir de façon plus globale, plus critique et à un niveau à la fois plus planétaire et plus local à la problématique du développement durable et des pays en développement. Le programme d'éducation par les pairs encourage aussi les jeunes à nouer des liens avec leur communauté locale et avec des groupes dans les pays en développement par le biais du réseau des clubs de l'UNESCO. Le programme comprend une série d'ateliers d'une durée de dix à douze semaines sur les thèmes suivants: formation par les pairs, projets d'action, développement des compétences par le biais des arts du spectacle, et développement des aptitudes à communiquer.

### **B. Principaux objectifs**

a) Mieux faire comprendre les problématiques locales et mondiales en relation avec le développement durable (par exemple, objectifs du Millénaire pour le développement, justice au niveau mondial, développement, commerce équitable, sensibilisation environnementale accrue);

b) Améliorer les aptitudes des jeunes à la communication;

c) Encourager les jeunes à réfléchir de manière critique et globale à leur rôle vis-à-vis des problématiques locales et mondiales;

d) Inciter les jeunes à s'engager avec leurs pairs pour relever les défis du développement durable;

e) Encourager les jeunes à réaliser un projet d'action concernant l'environnement.

179. Grâce à l'éducation par les pairs, le projet offre à des jeunes la possibilité de devenir eux-mêmes des éducateurs pairs, et les encourage à entreprendre avec leurs pairs un projet d'action sur un thème qui concerne l'environnement ou le développement durable.

180. Un module sur l'éducation par les pairs concernant le développement durable est en cours d'élaboration, afin de valider l'expérience d'ECO-UNESCO concernant ce programme et de répertorier d'autres bonnes pratiques en matière d'éducation par les pairs et d'EDD. Il servira de «boîte à outils» et de source de référence pour aider d'autres organisations à mettre en œuvre leurs propres programmes d'EDD par les pairs.

### **C. Méthodes/approches**

181. Le programme d'éducation par les pairs «Les jeunes pour le développement durable» comporte trois phases distinctes: 1) les participants reçoivent d'abord des

informations sur le développement durable et sur l'éducation par les pairs; 2) ils s'impliquent dans la réalisation de plusieurs programmes; 3) les candidats ayant le profil requis participent à un programme de formation avancée où leurs compétences d'éducateurs pairs sont développées et mises au service d'autres projets communautaires.

182. Les cinq composantes clefs de l'EDD sont les connaissances, les compétences, les perspectives, les valeurs et les risques. Les participants s'informent sur le développement durable et ses principes fondamentaux à travers divers moyens: jeux de simulation, travail de groupe, suivi d'une question, photographies, activités artistiques et images, enquêtes/questionnaires, travail sur des textes, discussions, recherche d'idées et autres activités variées telles que safaris urbains, groupes de percussions, excursions, etc.

## **D. Évaluation**

183. L'initiative est évaluée lorsque chaque programme d'éducation par les pairs est achevé, par le biais de groupes d'évaluation réunissant les participants et de questionnaires. Le programme est aussi évalué au niveau interne par le Coordonnateur et le Directeur national du programme. Le bilan de l'évaluation est ensuite transmis à la principale source de financement, l'organisation Irish Aid.

## **E. Résultats**

184. L'initiative a eu des effets très largement positifs à en juger par les réactions des participants durant les sessions des groupes d'évaluation et par les réponses écrites aux questionnaires. En fonction des réactions de ces groupes et des réponses aux questionnaires, il est apporté les ajustements et les modifications voulus afin de mieux répondre aux besoins des participants.

## **F. Points forts**

185. L'un des principaux points forts du programme tient à son caractère unique, ainsi qu'aux méthodes utilisées pour la facilitation. Ce programme est le seul programme d'éducation par les pairs en Irlande dans le domaine du développement durable.

## **G. Points faibles et risques**

186. Le programme réunit des jeunes recrutés sur une large base démographique à Dublin dans un souci de diversité. Mais, de ce fait, les taux de persévérance ont été faibles initialement. Le concept de développement durable est parfois difficile à appréhender pour les jeunes, qui peuvent hésiter initialement à s'impliquer.

## **H. Problèmes rencontrés**

187. Comment parvenir, notamment, à sensibiliser les jeunes aux problèmes complexes du développement durable d'une manière interactive et amusante?

## **I. Conditions de reproductibilité**

- a) Disposer de ressources suffisantes, y compris sur le plan financier;
- b) Assurer le niveau d'engagement voulu et le contenu approprié;
- c) Avoir un projet d'une ampleur suffisante (par exemple, pour répondre aux besoins de développement des jeunes une fois le programme achevé);
- d) Assurer un effet multiplicateur au sein du ou des groupes de pairs participants et dans la communauté locale;
- e) Avoir des facilitateurs qui comprennent les complexités du développement durable et qui sachent motiver les jeunes.

## **J. Avantages**

188. Beaucoup d'études ont démontré les avantages des modèles d'éducation par les pairs. Les jeunes arrivent à concevoir le développement durable de façon à la fois plus globale et plus critique, et à percevoir les liens entre leur propre vie et celle des jeunes dans les pays en développement. Il est fait appel à des méthodes concrètes qui favorisent la sensibilisation à la nature et à l'environnement. Le programme encourage aussi la mise en œuvre de projets d'action au niveau local.

## **K. Partenaires/parties prenantes**

189. Gouvernement, écoles, organisations communautaires, médias, institutions intergouvernementales et internationales, particuliers, participants (tout jeune âgé de 15 à 18 ans). Au niveau communautaire, les parties prenantes incluent les groupes communautaires locaux, les organisations de jeunes et les écoles communautaires.

## **L. Public cible**

190. Les participants (âgés de 15 à 18 ans) étaient au nombre de 49. On a aussi veillé à la diversité ethnique et culturelle.

## **M. Calendrier et financement**

191. Entre septembre 2007 et septembre 2010, chaque programme durera de dix à douze semaines. Les projets d'action peuvent s'étendre ensuite sur dix mois supplémentaires.

192. Il est prévu un financement à hauteur de 210 000 euros venant d'Irish Aid (Département des affaires étrangères) sur une durée de trois ans, en plus du financement de contrepartie et d'un montant de 10 000 euros fourni par l'organisation Youth in Action dans le cadre de l'UE. Des fonds additionnels sont fournis par le Département de l'éducation et de la science au titre du programme Léargas.

## **N. Personne à contacter**

193. Elaine Nevin, ECO-UNESCO<sup>19</sup>.

<sup>19</sup> Courriel: info@ecounesco.ie

### **XIII. Le nouveau programme national italien sur l'éducation, l'information et la formation concernant l'environnement (Italie)**

#### **A. Principaux objectifs**

194. Le nouveau programme national italien sur l'éducation, l'information et la formation concernant l'environnement définit les actions prioritaires pour les trois filières d'apprentissage: formelle, non formelle et informelle. Un document stratégique («Orientations et objectifs pour un nouveau programme-cadre de référence sur l'éducation en matière d'environnement et l'éducation concernant le développement durable») fournit des orientations pour le programme. Il encourage les modes de consommation et de production durables par le biais de l'éducation, en mettant l'accent sur les comportements et les choix individuels et en mettant à profit l'intérêt croissant pour une meilleure qualité de vie et pour les bonnes pratiques et expériences dans ce domaine.

195. Le document met en relief les défis à relever pour promouvoir les modes de consommation et de production durables, non pas en imposant des règles, mais par un travail progressif de persuasion individuelle, en utilisant les outils de la démocratie participative.

196. Dans le cadre des initiatives prévues, il appartient aux régions et aux provinces autonomes de définir légalement le statut d'opérateur professionnel pour l'éducation en matière d'environnement et l'EDD, et d'organiser des formations pour les enseignants et les responsables de l'éducation, ainsi que des formations professionnelles portant également sur les modes de consommation et de production durables.

#### **B. Méthodes/approches**

197. Au niveau national, il s'agit de coordonner l'action des différents acteurs impliqués dans l'EDD et les différentes initiatives dans le domaine, pour assurer l'efficacité du processus. L'objectif est de promouvoir l'EDD et d'en inscrire les principes dans les politiques sectorielles en reflétant la nature multi- et intersectorielle de l'éducation concernant le développement durable.

198. Le nouveau programme national italien repose sur une bonne coopération entre le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation, les régions et les institutions locales. En mars 2007, la Conférence permanente réunissant l'État et les régions a adopté le document stratégique précité. Ce dernier définit les objectifs et les scénarios pour renforcer la coopération entre institutions centrales et institutions locales. Il précise aussi la définition et la répartition des rôles et des responsabilités de chacun dans le cadre de processus d'apprentissage de type formel, non formel et informel s'inscrivant dans la perspective de toute la durée de vie. En particulier, il appelle à l'action pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie de la CEE afin de contribuer à la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

199. Le document distingue les priorités d'action à trois niveaux (national, interrégional et régional) et prend en compte les trois processus d'apprentissage (formel, non formel et informel), et il définit pour chacun d'eux des actions spécifiques.

#### **C. Évaluation**

200. L'évaluation est en cours, et ses résultats seront disponibles au terme du programme-cadre de trois ans.

## **D. Résultats**

201. Les résultats de l'évaluation seront disponibles à la fin de 2009.

## **E. Conditions de reproductibilité**

202. La condition la plus importante pour assurer la reproductibilité du nouveau programme italien sur l'éducation en matière d'environnement est la mise en place d'un mécanisme institutionnel capable d'assurer une coopération et un dialogue interinstitutions. Pour garantir la cohérence du processus et des résultats valables, il est essentiel de créer les conditions appropriées pour développer des synergies entre les différents acteurs, sur la base d'une notion commune et d'une vision partagée du processus d'EDD et des objectifs nationaux correspondants. Il est impératif d'y associer un large éventail de parties prenantes, en particulier le secteur privé, les ONG et les médias.

## **F. Avantages**

203. Dans le cadre du nouveau programme national italien sur l'éducation concernant l'environnement, l'État intervient dans l'EDD en appuyant un processus participatif et en favorisant la cohérence entre les besoins réels sur le plan de l'environnement et sur le plan social et la situation au niveau local. Le nouveau programme représente un modèle de gouvernance innovant, et c'est un instrument reproductible et à de multiples niveaux qui assure des interventions coordonnées et une action ciblée dans différents domaines, allant de la promotion de modes de consommation durables à l'éducation à la citoyenneté.

## **G. Cadre et niveau d'éducation/apprentissage**

204. Éducation formelle:

- a) Former les enseignants et les responsables de l'éducation concernant l'EDD et le développement durable;
- b) Intéresser les étudiants à la recherche pour mieux les sensibiliser et les former;
- c) Gérer les écoles selon des critères de développement durable;
- d) Promouvoir des programmes intersectoriels pour l'EDD;
- e) Définir des activités éducatives à plus haut niveau et promouvoir la recherche concernant le développement durable;
- f) Concevoir une formation professionnelle pour développer les connaissances et les compétences en matière de développement durable.

205. Éducation non formelle:

Le nouveau programme national italien renforce les relations avec les autorités locales et les autres acteurs (par exemple, organisations de défense de l'environnement, musées, agences et parcs nationaux et organisations de sports et de loisirs) qui dispensent une éducation de type non formel à travers un réseau de structures et d'activités éducatives ciblant aussi bien les jeunes que les adultes.

206. Éducation informelle:

a) Le nouveau programme national italien sur l'éducation concernant l'environnement appuie les initiatives et les actions visant à promouvoir la sensibilisation et à faciliter l'accès à l'information sur les questions liées au développement durable et plus généralement à la qualité de la vie, par exemple sous la forme de campagnes de communication ou par la mise au point de kits d'information;

b) L'objectif est de promouvoir des actions/initiatives associant différents secteurs (par exemple des organisations de consommateurs et des forums du secteur associatif, l'organisation des petites et moyennes entreprises, la Compagnie nationale d'électricité, le consortium national d'emballage CONAI, etc.) qui sont directement impliqués dans les modes de consommation et de production durables et dans l'EDD.

## **H. Partenaires/parties prenantes**

207. Le Ministère italien de l'environnement, de la terre et de la mer, ainsi que 19 régions et deux provinces autonomes italiennes.

208. Les autorités chargées de l'exécution sont les municipalités, les centres d'éducation en matière d'environnement, les parcs nationaux et régionaux, les universités, et les agences régionales pour la protection de l'environnement.

## **I. Public cible**

209. Les groupes cibles au niveau national sont les administrateurs publics, les étudiants, les enseignants et autres éducateurs et la population en général.

## **J. Calendrier et financement**

210. Pour la période 2007-2009, le nouveau programme national italien sur l'éducation concernant l'environnement est cofinancé par le Fonds national pour le développement durable, qui a fourni en 2007 un montant total de 6 millions d'euros. L'allocation des fonds provenant des régions pourra être évaluée au terme de la période de trois ans couverte par le programme-cadre.

## **K. Personne à contacter:**

211. Paolo Soprano, Ministère italien de l'environnement, de la terre et de la mer<sup>20</sup>.

# **XIV. Le projet Cargohopper (Pays-Bas)**

## **A. Description**

212. Le Cargohopper est une initiative de la société Hoek Transport à Utrecht. La municipalité de cette ville utilise le Cargohopper dans le système des transports au centre ville d'Utrecht.

---

<sup>20</sup> Courriel: [soprano.paolo@minambiente.it](mailto:soprano.paolo@minambiente.it)

## **B. Principaux objectifs**

213. Le centre ville d'Utrecht a le même problème que beaucoup d'autres villes dans le monde: comment effectuer les livraisons pour les magasins, les cafés et les restaurants sans bloquer les rues, provoquer des embouteillages, aggraver les émissions de gaz d'échappement et incommoder les clients et les touristes avec de gros camions encombrants.

214. Le Cargohopper est un «train routier» étroit, silencieux et à alimentation électrique/solaire qui permet d'effectuer les livraisons plus efficacement que tout autre système en centre ville. Il est conçu pour livrer des colis (et non des palettes) et il peut faire le travail de 5 à 8 camions ordinaires (de gabarit européen). Une fois vide, il ramasse les cartons, papiers et emballages vides des commerces pour les faire recycler, de sorte qu'il ne circule jamais à vide. Grâce au Cargohopper, on évite près de 100 000 km de va-et-vient de camions dans les rues du centre ville et quelque 30 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> par an.

## **C. Évaluation**

215. L'initiative n'a pas encore été évaluée, mais les essais sont suivis de près.

## **D. Résultats**

216. Le Cargohopper suscite beaucoup de curiosité, aussi bien aux Pays-Bas qu'à l'étranger.

## **E. Points forts**

217. Le Cargohopper est de nature pratique et durable, il fonctionne sans aucune émission de carbone et il est autorisé à circuler dans toutes les rues du centre ville à tout moment.

## **F. Points faibles et risques**

218. La planification logistique devrait être quelque peu renforcée.

## **G. Avantages**

219. Il s'agit d'une innovation pratique qui bénéficie à différents secteurs: les propriétaires de magasins, le secteur du tourisme et les personnes qui résident et travaillent dans le centre ville.

## **H. Cadre et niveau d'éducation/apprentissage**

220. Éducation formelle: les universités et les instituts de recherche sont consultés sur l'utilisation des panneaux solaires. Les étudiants prennent part aux essais pilotes. Comme pour conduire le Cargohopper il ne faut qu'un permis pour vélomoteur ou scooter, les jeunes peuvent le conduire dès 16 ans (aux Pays-Bas, le permis de conduire normal n'est délivré qu'à partir de 18 ans). Pour les jeunes de 16 à 18 ans, c'est un excellent moyen de se former concrètement à la conduite.

221. Éducation non formelle: le public cible est actif dans le secteur des transports et de la logistique dans les villes utilisant le Cargohopper.

222. Éducation informelle: Hoek Transport, la société qui a conçu le Cargohopper, reçoit de nombreux visiteurs néerlandais ou étrangers qui viennent s'informer. Lors de la conférence internationale Global Challenge 2009 (tenue en juillet 2009 à Utrecht), le Cargohopper a été utilisé pour faire la démonstration d'un mode de transport en centre ville n'ayant pas d'incidence sur le climat. Les touristes qui visitent la ville et les habitants voient fonctionner le Cargohopper et en constatent les avantages. Cette sensibilisation pourrait être renforcée par des matériels pédagogiques, mais cela n'est pas encore fait.

### **I. Partenaires/parties prenantes**

223. L'Université technique et d'autres établissements de recherche participent au développement des panneaux solaires. La province d'Utrecht a financé la mise au point du Cargohopper, et en particulier du système qui le rend indépendant des combustibles fossiles. La province a parrainé l'étude de Cargohopper fonctionnant à l'énergie solaire et les essais pilotes correspondants.

### **J. Public cible**

224. Le secteur du transport et de la logistique aux Pays-Bas et à l'étranger, et les ingénieurs qui travaillent à rendre la technologie solaire plus pratique et plus fonctionnelle, les propriétaires de magasins et de restaurants qui utilisent les services du Cargohopper plutôt que ceux de fournisseurs traditionnels.

### **K. Calendrier**

225. Le premier Cargohopper a été lancé le 22 avril 2009, et un prototype de Cargohopper fonctionnant à l'énergie solaire était prévu pour août 2009.

### **L. Personne à contacter**

226. Machtelijn Brummel, SenterNovem, Learning for Sustainable Development<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Courriel: M.brummel@senternovem.nl